

La lourde sanction de l'UE contre le Burundi sera réexaminée tous les six mois

Deutsche Welle, 15.03.2016 Burundi : l'UE passe à l'acte Suspension de l'aide financière directe au gouvernement, mais maintien de l'aide globale à la population: avec des sanctions nuancées, l'UE fait pression pour un dialogue inclusif. C'est une décision qui pourra être révoquée, dès que des progrès suffisants auront été effectués par le gouvernement burundais, notamment sur la voie du dialogue avec l'opposition et la société civile.

Elle sera réexaminée régulièrement, au moins tous les six mois, grâce à des missions de suivi du Service européen pour l'action extérieure, et associant les services de la Commission, a souligné le communiqué de l'UE. L'Union européenne est le premier donateur du Burundi avec une aide globale estimée à 430 millions d'euros pour la période 2015-2020. Le commissaire européen au Développement, Neven Mimica, a demandé "instamment au gouvernement burundais de faire preuve de la volonté nécessaire, pour que [les] relations avec le Burundi se normalisent à nouveau". Selon le ministre burundais des Relations extérieures, Alain-Aimé Nyamitwe, le gouvernement burundais s'attendait à ces mesures. Benjamin Mkapa attendu au Burundi Selon nos informations, le nouveau facilitateur dans la crise au Burundi devrait se rendre avant la fin de la semaine à Bujumbura. Benjamin Mkapa, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a été désigné d'abord par les chefs d'Etat de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, l'EAC, lors de leur sommet qui s'est tenu à Arusha en Tanzanie. Sa mission sera de favoriser la reprise du dialogue entre le pouvoir burundais et son opposition. Ce poste a été créé pour venir soulager le président ougandais en exercice Yoweri Museveni, qui reste le principal médiateur dans cette crise.